



CDI / temps plein

Juriste

LE COMITE NATIONAL DE LIAISON DES REGIES DE QUARTIER

Créé en 1988, le CNLRQ pour Comité National de Liaison des Régies de Quartier est la tête de réseau des 130 Régies de Quartier et de Territoire (RQT). Le CNLRQ est garant du label « Régie de Quartier » et « Régie de Territoire », déposé à l'INPI et responsable de son attribution aux associations qui en font la demande après adhésion au projet et valeurs définis dans notre Charte et Manifeste. Il assure une **triple mission d'animation, de représentation et de développement des Régies**.

Le CNLRQ est composé de deux pôles, le pôle formation (3 personnes), qui anime la politique de formation du réseau ; le **pôle développement et appui (6 personnes)**, qui accompagne les Régies tout au long de leur vie et de leur développement. L'organisme de formation Passag/e/s et le SERQ, Syndicat Employeur des Régies de Quartier et de Territoire sont aussi présents dans les locaux du CNLRQ.

LES REGIES DE QUARTIER ET DE TERRITOIRE

Une Régie de Quartier ou de Territoire est une association loi 1901 qui repose sur un triptyque d'acteurs fondateurs : les élus des collectivités, les représentants des bailleurs sociaux et les habitants. Ensemble, ils interviennent sur la gestion de leur territoire.

La mission technique de la Régie – **entretenir, embellir la ville et veiller sur elle** – concourt à un objectif plus global : **renforcer le lien social**, mobiliser les acteurs, inventer des modes de gestion partagée, et surtout **construire avec les habitants une citoyenneté active**.

QUELQUES CHIFFRES CLES

- 130 Régies en France métropolitaine et Outre-mer, intervenant à 92% dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)
- 280 QPV couverts par l'action d'une Régie, représentant plus de 3 millions d'habitants
- Entre 8 000 et 10 000 salariés chaque année dans le réseau en France
- Plus de 100 M€ de Chiffre d'affaires générés auxquels s'ajoutent près de 70 M€ de subventions
- Près de 130 M€ redistribués en masse salariale
- Un ratio d'autofinancement variant entre 50 et 75 % selon la nature des conventionnements IAE.



DESCRIPTIF DU POSTE

Placé(e) sous la responsabilité du Délégué Général, vous intégrez le Pôle « Développement et Appui » avec comme mission d'apporter **un appui juridique et technique** aux Régies de Quartier et de Territoire. Autour des deux axes suivants :

Accompagnement et appui à la professionnalisation des équipes dirigeantes des Régies, salariés et bénévoles, en individuel et en collectif.

- Assistance juridique sur les marchés publics, en particulier marchés publics d'insertion ;
- Appui aux questions de fiscalité liées à la réalisation d'activités marchandes et non marchandes, pour des donneurs d'ordre publics ou privés ;
- Soutien aux enjeux de gouvernance associative : élaboration et évolution de statuts, modalités de fonctionnement, pratique de la vie associative.

Sur ces sujets, il est attendu notamment :

- l'élaboration de documents et d'outils de référence pour le réseau ;
- la réponse aux sollicitations des Régies ;
- le suivi et le décryptage de l'actualité juridique ;
- la sensibilisation des partenaires (institutionnels, collectivités, acteurs économiques) ;
- la construction voire l'animation d'actions de formation.

Le candidat sera mobilisé tout au long de la vie des Régies, en particulier dans les phases les plus critiques de leur développement : création, lancement de nouvelles activités, contexte de difficultés économiques ou associatives.

Animation de chantiers nationaux portés par le réseau, et notamment liés au déploiement de dispositifs publics dans les Régies.

- Cadrage, sous la responsabilité du délégué général et en accord avec le Bureau et le Conseil d'Administration, de démarches de travail collaboratives visant à la mise en place d'actions ou de dispositifs au sein du réseau ;
- Animation et appui à la réalisation de groupes de travail, ateliers, séminaires ;
- Elaboration d'outils (fiches, guides de bonnes pratiques, vade-mecum, etc.) à destination des Régies.

Dans les prochains mois, les principaux chantiers mobilisant le juriste pourraient concerner des évolutions dans le Code de la Commande Publique ; ou des travaux sur les conventions entre Régies et partenaires extérieurs.



AVANTAGES

Vous rejoindrez à Paris une équipe d'une vingtaine de collaborateurs solidaires et engagés
Vous aurez l'opportunité de voyager à travers toutes les régions de France (dont l'Outre-Mer) pour découvrir et accompagner les Régies de Quartier et de Territoire
Vous participerez également à la vie du réseau et de ses instances, des séminaires, des journées de formation, mais aussi plus ponctuellement l'Assemblée Générale ou les Conseils d'Administration

PROFIL RECHERCHE

Formation niveau bac +5, avec une spécialisation en droit - Master 2, IEP.
2 à 3 ans d'expérience professionnelle.

- Bases solides en droit. Aisance avec les enjeux de gouvernance associative.
- Bonnes capacités d'analyse et de synthèse, dans des environnements complexes. Intérêt pour les démarches de co-construction au plus près des acteurs de terrain.
- Bon relationnel :
 - Vis-à-vis des Régies, qualités d'écoute et pédagogiques pour appréhender les contextes sociaux, politiques et économiques des acteurs associatifs et les accompagner dans leur développement.
- Bonne capacité à mener en parallèle différents chantiers et à organiser son temps et son travail en conséquence.
- Qualités rédactionnelles éprouvées.
- Intérêt pour les questions de lutte contre les exclusions, de citoyenneté, d'insertion.

CONDITIONS DU POSTE

Contrat à durée indéterminée, statut cadre, 39h avec 17 RTT par an
Rémunération : à partir de 38 000€ bruts annuels, selon profil et expérience
Tickets restaurant + Mutuelle + indemnités transport (50% Pass Navigo) ou forfait mobilité durable
Poste basé à Paris, 19ème ; déplacements fréquents à prévoir dans les Régies (France entière)
Poste à pourvoir rapidement.

CONTACT

Envoyer CV et lettre de motivation à l'attention de Tarek DAHER, délégué général, avant le 13 juin 2022
: tdaher@cnlrq.org
Mettre dans l'objet du mail, la référence : candidature Juriste.